



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE

DIRECTION DES COLLECTIVITES
LOCALES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Marseille, le 19 MAI 2009

Bureau des Installations Classées
pour la Protection de l'Environnement

Dossier suivi par : Mme HERBAUT
Tél. : 04.91.15.61.60.

ARRÊTÉ N° 55-2009-SANC MD
mettant en demeure Monsieur le Maire de la commune
des Saintes Maries de la Mer

Le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
Préfet des Bouches-du-Rhône,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la directive 79/409/CEE du Conseil en date du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages,

VU la décision de la Commission Européenne du 19 juillet 2006 arrêtant, en application de la directive 92/43/CEE du Conseil, la liste des sites d'importance communautaire pour la région biogéographique méditerranéenne dont fait partie le delta de Camargue identifié par le code FR9301592,

VU le Code de l'Environnement, Livre II, Titre 1^{er}, notamment son article L.211-1,

VU le Code de l'Environnement, Livre II, Titre 1^{er}, notamment ses articles L.214-1 à L.214-6 concernant le régime général de déclaration et d'autorisation,

VU le Code de l'Environnement, Livre II, Titre 1^{er}, notamment ses articles L.216-1 et L.216-1-1 selon lesquels en cas de méconnaissance des articles L.214-1 à L.214-9, l'autorité administrative met en demeure l'exploitant ou, à défaut, le propriétaire d'y satisfaire dans un délai déterminé,

VU le Code de l'Environnement, Livre II, Titre 1^{er}, notamment son article R.214-1 relatif à la nomenclature des installations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 et plus particulièrement la rubrique 3.3.1.0. - Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, supérieure à 1 hectare,

VU le Code de l'Environnement, Livre II, Titre 1^{er}, notamment ses articles R.214-6 à R.214-56 relatifs aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par les articles L.214-1 à L.214-6 pour la protection de l'eau et des milieux aquatiques,

VU le Code de l'Environnement, Livre II, Titre 1^{er}, notamment son article R.211-108 concernant les critères de définition de zones humides,

.../...

VU l'arrêté interministériel du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L.214-7-1 et R.211-108 du Code de l'Environnement et notamment l'annexe II table B qui définit les habitats caractéristiques des zones humides, habitats humides selon la nomenclature CORINE Biotope code 15.323 (prés salés avec graminées et salicornes) et gazons pionniers salés (code Corine 15.113) dans l'inventaire préliminaire des zones humides des Bouches du Rhône de l'année 2001,

VU la circulaire interministérielle du 25 juin 2008 relative à la délimitation des zones humides en application des articles L.214-7 et R.211-108 du Code de l'Environnement,

VU le courrier adressé par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt au Maire de la commune des Saintes Maries de la Mer le 10 mars 2009,

VU le rapport de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt en date du 20 avril 2009,

VU le projet d'arrêté de mise en demeure notifié à Monsieur le Maire de la commune des Saintes Maries de la Mer le 29 avril 2009 qui n'a fait l'objet d'aucune réponse,

CONSIDERANT qu'au regard de la circulaire interministérielle du 25 juin 2008 relative à la délimitation des zones humides, « l'appréciation de la nature de la zone humide est du ressort des autorités locales sur la base des connaissances disponibles, telles que données d'inventaires ou de cartographies de zones humides »,

CONSIDERANT que la parcelle cadastrée section BY n°11, bordée à l'ouest par la départementale D85a, au sud par la roubine de Barrachin à l'éolienne et à l'est par la station d'épuration de la commune des Saintes Maries de Mer est considérée, conformément à l'arrêté interministériel du 24 juin 2008, comme une zone humide listée en tant que prés salés avec graminées et salicornes (code Corine 15.323) et gazons pionniers salés (code Corine 15.113) dans l'inventaire préliminaire des zones humides des Bouches-du-Rhône de l'année 2001,

CONSIDERANT que cette parcelle se situe dans une zone de protection spéciale dénommée « Camargue » (FR 9310019) au titre de la Directive Oiseaux qui peut abriter des habitats d'espèces de l'annexe I de la Directive Oiseaux,

CONSIDERANT que cette parcelle est également comprise dans un site d'intérêt communautaire dénommé « Camargue » (FR 9301592) pouvant abriter des habitats d'intérêt communautaire,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prendre des précautions particulières lors de la réalisation de travaux dans une zone humide présentant un intérêt international,

CONSIDERANT que le « Delta de Camargue », zone humide d'importance internationale, nécessite une préservation et une gestion durable,

CONSIDERANT que Monsieur le Maire de la commune des Saintes Maries de la Mer détruit cette zone humide pour assurer la protection de ces administrés contre les inondations et renforcer la digue qui longe le site par le sud, sans protection conservatrice ni autorisation administrative,

CONSIDERANT que ce remblai de la zone humide nécessite préalablement une autorisation préfectorale conformément aux dispositions de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement,

CONSIDERANT que Monsieur le Maire de la commune des Saintes Maries de la Mer a engagé les travaux sans demander l'autorisation préfectorale requise,

CONSIDERANT que le courrier de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt en date du 10 mars 2009 demandant l'arrêt des travaux n'a pas été suivi d'effet,

.../...

CONSIDERANT qu'il y a lieu de protéger cette zone humide qui présente un intérêt particulier,

CONSIDERANT que la procédure contradictoire a été respectée,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRÊTE

Article 1 : objet de la mise en demeure

Monsieur le Maire de la commune des Saintes Maries de la Mer est mis en demeure d'arrêter les travaux et de déposer, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, un dossier de demande d'autorisation préfectorale au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement. Le dossier présenté comportera obligatoirement une évaluation d'incidence au titre de Natura 2000. L'étude, qui sera réalisée par un bureau d'étude spécialisé en environnement, s'attachera à démontrer quels étaient potentiellement avant remblaiement du site, les habitats et espèces d'intérêt communautaire ainsi que ceux protégés au niveau national, les travaux engagés étant de nature à affecter de façon notable la zone de protection spéciale ainsi que le site d'intérêt communautaire.

Le contenu du dossier et la procédure réglementaire susvisés devront être conformes à la procédure d'autorisation décrite dans l'article R.214-6 et suivants du Code de l'Environnement,

Au regard des objectifs de conservation de site, tous travaux visant à détruire les prés salés à graminées et salicornes sont actuellement interdits. Les travaux envisagés ne pourront être réalisés sans l'obtention finale de l'autorisation préfectorale demandée. Tout manquement impliquerait de fournir des mesures compensatoires importantes, au vu de la situation de la parcelle dans une zone de protection spéciale dénommée « Camargue » (FR 9310019) au titre de la Directive Oiseaux qui peut abriter des habitats d'espèces de l'annexe 1 de la Directive Oiseaux, cette parcelle étant également comprise dans un site d'intérêt communautaire dénommé « Camargue » (FR 9301592) pouvant abriter des habitats d'espèces d'intérêt communautaire,

Article 2 : conditions d'application des sanctions administratives

En cas de non-respect des prescriptions prévues à l'article 1^{er} du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.216-1 et suivants du Code de l'Environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Article 3 : voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.


Article 4 : droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

.../...

Article 5 : exécution

Messieurs le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, le Sous-Préfet d'Arles, le Directeur Départemental délégué de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, le Directeur du Parc Naturel Régional de Camargue et toute autorité de police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Maire de la commune des Saintes Maries de la Mer.

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Didier MARTIN